



*Le samedi 13 février 2021*

## Communiqué de presse

### ***Le témoin, le Maire et la Cause***

A Trappes, nous avons affaire à un témoignage.

Le témoignage d'un habitant de Trappes, Didier Lemaire, professeur de philosophie dans un lycée de cette même ville. C'est le témoignage d'un citoyen et c'est pourquoi nous devons l'écouter, l'entendre et surtout le respecter.

Et qu'un élu de la République, en l'occurrence Ali Rabeh, l'actuel Maire de Trappes, s'acharne, il n'y a pas d'autre mot, à décrédibiliser, à ridiculiser et jusqu'à psychiatriser ce témoignage citoyen, par voie de presse, à longueur de temps dans les chaînes d'information continue et par tract dans le lycée même où ce citoyen exerce son métier d'enseignant, a quelque chose de profondément choquant.

Choquant sur la forme et sur le fond.

Sur la forme, parce qu'un Maire républicain sait qu'on ne pénètre pas dans l'enceinte d'un lycée contre l'avis de son proviseur, parce qu'on ne tracte pas aux abords des collèges et lycées, parce qu'on ne condamne pas un professeur sans procès, s'il devait s'en tenir un. Par principe et parce que nous vivons dans un Etat de droit. Ensuite, parce que ce Maire est un Maire en campagne, suite à un recours contre son élection. C'est un fait aggravant.

Sur le fond, que nous dit ce témoignage ? Rien que nous ne sachions déjà. Ce témoignage nous dit une réalité que nous connaissons depuis longtemps. S'il y a dans ce témoignage des maladresses et des erreurs factuelles, il n'y a pas, sur le fond, de contre-vérité, de fantasme ou de folie paranoïaque.

Ce témoignage nous dit que dans la ville de Trappes, comme dans beaucoup de villes en France, il y a des quartiers où la radicalisation islamiste exerce une pression non seulement agressive mais surtout croissante, qui constitue un danger sans précédent pour la laïcité, pour l'égalité entre les femmes et les hommes et pour la République.

Ce que nous dit aussi ce témoignage, et que nous savions déjà tous, c'est que la radicalisation islamiste exerce sa pression agressive et croissante en traitant de racistes et d'islamophobes et, plus gravement, en désignant comme cibles potentielles à éliminer tous ceux (et en premier lieu les enseignants et les journalistes) qui osent exercer leur liberté démocratique d'expression critique à l'encontre de cette radicalisation islamiste.

Dès qu'il est question de radicalisation islamiste, quelle que soit la ville et quel que soit l'événement, nous avons inmanquablement affaire au surgissement du faux clivage entre déni et surenchère par rapport à la réalité de cette radicalisation islamiste.

Et c'est ce qui se passe à Trappes aujourd'hui.

D'un côté le déni, qui peut être islamo-gauchiste, mais pas seulement, et qui annihile toute volonté politique de lutte contre le radicalisme islamiste, puisque ce déni affirme que le problème de la radicalisation islamiste n'existe pas ou très peu.

De l'autre, la surenchère qui peut relever de l'extrême droite, mais pas seulement, et qui elle aussi démobilise à sa manière les meilleures volontés politiques en proclamant que tout est désormais perdu en matière de lutte contre le radicalisme islamiste.

D'un côté, nous avons le maire de Trappes, Ali Rabeh, qui nous refait le coup désormais bien connu et que d'autres élus avant lui nous ont déjà fait : le coup du « *circulez, il n'y rien à voir, ou plus rien à voir ou peu à voir dans ma ville en matière de radicalisation islamiste* ». Autrement dit, le maire de Trappes compte au nombre de ceux qui sont sinon dans la dénégation, du moins dans la minimisation du danger islamiste et la victimisation.

D'un autre côté, nous avons tous ceux qui sont dans la surenchère, l'exagération, la caricature, et qui, sans doute à cause de la peur et plus vraisemblablement pour des raisons de politique politicienne, proclament sans plus de précaution que « *Trappes est devenu une médina* », « *que cette ville n'est plus française* », que « *c'est une république islamique* », que « *dans cette ville le grand remplacement a été accompli* », que « *dans cette ville la bataille contre l'islamisme est perdu depuis longtemps* ».

La réalité échappe, comme toujours, à ce clivage entre déni et surenchère. La réalité de ce qui a lieu à Trappes se situe entre ces deux extrêmes.

Oui, il y a un phénomène important et dangereux de radicalisation islamiste à Trappes qui déconstruit la citoyenneté, nuit à l'émancipation des femmes, étiole la laïcité et combat ouvertement le mode de vie à la française. Mais cela ne concerne pas toute la ville, ni l'ensemble de la population.

Et oui, et en contrepartie, il y a aussi à Trappes de belles réalisations. De belles réalisations républicaines, laïques, françaises, qui relèvent du vivre-ensemble apaisé, de l'assimilation sans encombre à la nation, de réussites scolaires, de réussites économiques, de réussites artistiques et culturelles, de parcours exemplaires d'individus nés dans les quartiers ghettoïsés de la ville, de combats menés sans relâche et au jour le jour par les édiles et les associations de citoyens contre le radicalisme islamiste. Mais ces réalisations sont encore hélas en nombre insuffisant pour affirmer que rien de vraiment grave ne se passe à Trappes en matière de menace islamiste, ou que Trappes est désormais sur les bons rails pour se dépêtrer de cette menace.

Contre le déni et la surenchère, il faut l'affirmer et le réaffirmer haut et fort : oui, le problème de l'islamisme existe bel et bien à Trappes. Et non, ce problème d'islamisme n'est pas insurmontable à Trappes. Non, la bataille n'est pas perdue à Trappes. Non, la situation n'est pas irréversible. C'est notre cause.

Deux éléments de politiques publiques à portée immédiate, c'est à-dire dont les effets se feront sentir, non pas dans un lointain futur, mais très prochainement, sont à l'œuvre pour aider la ville de Trappes à se sortir de l'islam radical et politique.

Premier élément : la « Loi confortant le respect des principes de la République ». Cette loi va permettre de contrôler plus facilement les réseaux sociaux, les systèmes de financement et de fermer plus rapidement les mosquées radicalisées, trois facteurs essentiels qui, à Trappes, comme dans d'autres villes, contribuent à créer un terreau favorable à la radicalisation islamiste des citoyens.

Deuxième élément : le plan de relance. Plan « post-covid » qui permettra d'injecter de l'argent sur les terrains abandonnés par les services publics pour précisément remettre en place ces services publics dont on sait qu'ils sont également une mesure des plus efficaces pour lutter contre la radicalisation islamiste des citoyens. Car là où les services publics désertent, l'islamisme prend le relais. Et ça, nous le savons aussi depuis longtemps.

Il existe un troisième élément, réalisable et efficace à plus long terme : briser les ghettos pour rétablir la mixité sociale dans l'habitat. Cet élément d'action de politique publique reste un élément éprouvé de la lutte contre la radicalisation islamiste. Il ne faut pas le perdre de vue.

***La République française mène un combat insuffisamment efficace à ce jour.***

***Nous devons l'armer et la doter de moyens à tous les niveaux pour vaincre ce fléau de la radicalisation.***

***Ne nous laissons pas piéger : les valeurs et les principes de la République française sont notre cause.***

Contact Presse

**Fanny MICHAUD**

Collaboratrice parlementaire auprès d'Emilie CHALAS, Députée de l'Isère

Membre de la Commission des Lois

2, rue de Belgrade- 38000 Grenoble

[fanny.michaud.ec@clb-an.fr](mailto:fanny.michaud.ec@clb-an.fr) / 07 86 44 39 96

[emilie.chalas@assemblee-nationale.fr](mailto:emilie.chalas@assemblee-nationale.fr) - <http://emiliechallas.fr/>